

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES



REGLEMENT DE CONSULTATION

Objet du marché : Location - Maintenance de copieurs au
CREPS d'Ile-de-France

ALLOTISSEMENT : 1 LOT

ACHETEUR :
CREPS Île-de-France
1 rue du Docteur Le Savoureux
92091 CHATENAY-MALABRY CEDEX
agence-comptable@creps-idf.fr

TYPE DE CONSULTATION : Marché à procédure adaptée

MARCHE N° 2019-04-FCS

Date et heure limites de réception des plis : 27 septembre 2019 à 14 H 00

Table des matières

PRÉAMBULE.....	4
ARTICLE 1 : OBJET DE LA PROCEDURE	4
ARTICLE 2 : TYPE DE CONSULTATION.....	4
ARTICLE 3 : DÉCOMPOSITION EN LOTS	4
ARTICLE 4 : DURÉE DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 5 : SUPPORTS DU MAPA	5
ARTICLE 6 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	5
ARTICLE 7 : PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS	5
ARTICLE 7.1 – MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
ARTICLE 7.2 – TRANSMISSION ET RECEPTION DES OFFRES	7
ARTICLE 8 : APPRÉCIATION DES CAPACITÉS ET JUGEMENT DES OFFRES.....	8
ARTICLE 8.1 – APPRECIATION DES CAPACITES	8
ARTICLE 8.2 – CRITERES D'ATTRIBUTION.....	9
ARTICLE 9 : NÉGOCIATION.....	9
ARTICLE 10 : MODE DE REGLEMENT	10
ARTICLE 11 : MODALITÉS DE NOTIFICATION DU MARCHÉ :	10
ARTICLE 12 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10

PRÉAMBULE

Le présent marché est conclu au terme d'une procédure adaptée (MAPA).

L'établissement peut arrêter à tout moment la procédure ou ne pas donner suite à tout ou partie de la consultation, après analyse des offres.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard dix jours avant la date fixée par le dépôt des offres, des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA PROCEDURE

La présente consultation a pour objet la location-maintenance de copieurs sur les sites du CREPS d'Ile-de-France à Châtenay-Malabry (92) et à Pontault-Combault (77).

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à sa prestation.

A titre indicatif, la prestation débutera le 1^{er} décembre 2019.

ARTICLE 2 : TYPE DE CONSULTATION

La présente consultation est passée sous la forme d'un marché à procédure adaptée en application de l'article 42-2° de l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 et des articles 27 et 34-1°a) du décret n°2016-360 du 25/03/2016 relatifs aux marchés publics.

ARTICLE 3 : DÉCOMPOSITION EN LOTS

La présente consultation n'est pas décomposée en lots au sens de l'article 12 du décret n°2016-360 du 25/03/2016 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 4 : DURÉE DU MARCHÉ

Le marché démarrera le 1^{er} décembre 2019 et se terminera le 30 novembre 2022.

ARTICLE 5 : SUPPORTS DU MAPA

La notice de présentation et cahier des charges de la consultation est remise gratuitement aux concurrents.

Ce dossier comprend en sus du présent règlement un exemplaire dématérialisé des pièces écrites établies pour la présente consultation, à savoir :

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- L'acte d'engagement et ses annexes
- Le plan du CREPS IDF

ARTICLE 6 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des propositions est de 50 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des plis en page de garde du présent règlement.

ARTICLE 7 : PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

Article 7.1 – Modalités de présentation des candidatures et des offres

L'offre de chaque soumissionnaire sera entièrement rédigée en langue française.

Les offres seront exprimées en EURO.

Article 7.1.1 – Pour la partie « candidature »

Les soumissionnaires qui se présentent en groupement d'entreprises, qui présentent un sous-traitant, ceux qui ne disposent pas d'un numéro SIRET, les sociétés de nationalité étrangère ne disposant pas de SIRET, doivent respecter les exigences du dossier de candidature classique. Les soumissionnaires fournissent l'intégralité des pièces et des renseignements exigés en fonction du type de candidature retenue. Toute candidature incomplète ou ne respectant pas les exigences formulées dans les documents de la consultation pourra être éliminée.

Les pièces à fournir sont :

1. La lettre de candidature, et le cas échéant l'habilitation du mandataire pour ses cotraitants en cas de groupement (réf : formulaire DC1) ;
2. La déclaration des candidats aux marchés de l'Etat (réf. : formulaire DC2), avec notamment le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisé au cours des trois dernières années ainsi qu'en annexe du DC2 :

3. La liste des références similaires notamment de la clientèle publique et d'établissements administratifs nationaux comparables sur les 3 dernières années.
4. Si le soumissionnaire est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, attestant de son habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché (ou équivalent pour les sociétés non établies en France) ;

Le marché ne peut être attribué au soumissionnaire retenu que sous réserve que celui-ci produise, dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la demande du CREPS IDF, les pièces suivantes :

- i. Une attestation fiscale pour l'exercice n-1 à la date de la demande du CREPS IDF (Soit l'attestation fiscale téléchargeable sur le compte fiscal en ligne du soumissionnaire, soit un formulaire NOTI2) ;
- ii. Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la Sécurité Sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six mois [attestation URSSAF de moins de six mois téléchargeable sur le compte du soumissionnaire];
- iii. Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois, (ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM (Registre des Métiers), ou un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente, ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription).

Les soumissionnaires peuvent fournir ces trois pièces complémentaires dès le départ avec l'ensemble des autres pièces administratives demandées dans l'enveloppe.

Pour produire les éléments demandés, le soumissionnaire peut télécharger les formulaires DC1, DC2, DC4 sur le site du MINEFE à l'adresse suivante rubrique

« formulaires non obligatoires » : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

Important :

Ces pièces sont également à fournir pour :

- Chaque cotraitant membre du groupement (à l'exception du DC1 à communiquer uniquement par le mandataire du groupement) ;
- Chaque sous-traitant. Ce dernier devra produire en appui du formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance), le DC2 avec son annexe telle que demandée en pièce n°2 du présent article ainsi que, s'ils ne sont pas disponibles sur PLACE, les certificats fiscaux et sociaux attestant du paiement de leurs cotisations.

De même, pour justifier de leurs capacités, les soumissionnaires peuvent faire appel aux capacités d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature du lien juridique les associant.

Pour le cas où la nature du lien juridique les associant ne relève ni de la cotraitance ni de la sous-traitance, et en application de l'article 50 alinéa 2 du décret n°2016-360 du 25/03/2016 modifié relatif aux marchés publics, les soumissionnaires doivent apporter, outre l'ensemble des pièces obligatoires de candidature énumérées dans le présent article, une preuve par tout moyen approprié, justifiant qu'ils disposeront effectivement des capacités présentées à l'appui de leur candidature pour la réalisation du marché.

Article 7.1.2 – Pour la partie « Offre »

Le dossier à remettre par chaque soumissionnaire doit comporter l'acte d'engagement et ses 3 annexes complétées.

Article 7.2 – Transmission et réception des offres

Les soumissionnaires transmettent leur réponse sur support papier, dans le délai fixé en page de garde du présent Règlement de consultation.

Les pièces constitutives de la candidature et de l'offre, assorties d'une version numérique sur support magnétique (clé USB), seront placées sous enveloppe cachetée (ou tout autre emballage adapté et scellé).

L'enveloppe cachetée contiendra tous les documents énoncés aux articles 7.1.1 et 7.1.2 du présent règlement et portera les mentions suivantes :

MAPA – Marché Copieurs

COPIE DE SAUVEGARDE

« NE PAS OUVRIR »

(NOM DE L'ENTREPRISE)

Elle sera adressée par lettre recommandée avec avis de réception postale à :

CREPS IDF

SFJ

1 rue du Docteur Le Savoureux

92291 CHATENAY-MALABRY CEDEX

ou remise à l'adresse indiquée ci- dessus contre récépissé avant la date limite fixée en page de garde du présent document.

La réception des plis est assurée du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h. Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure fixées en page de garde du présent document ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus et seront retournés à leurs expéditeurs.

ARTICLE 8 : APPRÉCIATION DES CAPACITÉS ET JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement donnera lieu à un classement des offres.

Article 8.1 – Appréciation des capacités

Les critères intervenant pour l'appréciation des capacités sont les garanties et capacités techniques et financières ainsi que la capacité professionnelle.

Suite à cette analyse, sont éliminés :

- Les candidatures qui ne sont pas recevables ;
- Les soumissionnaires dont les garanties et les capacités techniques, financières et professionnelles pour la réalisation des prestations du marché seront jugées insuffisantes, après analyse des éléments fournis dans la partie candidature du pli (Cf. article 7.1.1).

Article 8.2 – Critères d'attribution

Les offres des soumissionnaires seront jugées et classées en fonction des critères pondérés suivants :

- 60 % sur la qualité de la prestation proposée et notamment au vu des annexes 1 et 2 de l'Acte d'Engagement selon les critères suivants :
 - Conditions d'exécution des opérations de maintenance : 20%
 - Gestion des consommables : 20 %
 - Qualité technique du matériel proposé : 15%
 - Respect de l'environnement : 5%
- 40 % sur le prix au vu de l'annexe 3 de l'Acte d'engagement avec application de la formule suivante : **$[(\text{prix le plus bas} / \text{prix de l'offre examinée}) \times 10]$**

L'administration pourra demander aux soumissionnaires de préciser le contenu de leur proposition.

ARTICLE 9 : NÉGOCIATION

Une négociation pourra être engagée avec les 3 meilleurs soumissionnaires sélectionnés sur la base des critères spécifiés à l'article 8.2. De même le choix final du Titulaire du marché se fera sur la base de ces critères en fonction des éléments obtenus ou non lors de la négociation.

Les soumissionnaires préciseront impérativement dans leur offre le nom et l'adresse électronique de la personne à contacter pour la convocation à la négociation.

Les trois soumissionnaires retenus seront audités au siège du CREPS IDF, 1 rue du Docteur Le Savoureux à Châtenay-Malabry. Une convocation, précisant notamment les modalités d'accès à cette audition (date, heure, salle de réunion) sera alors adressée à chacun des soumissionnaires retenus par voie électronique la semaine précédant les auditions.

Cette audition durera 1 heure 30 minutes maximum. Deux (2) personnes maximum par soumissionnaire seront admises à se rendre à cette audition. Parmi ces personnes, figurera obligatoirement l'intervenant principal de la prestation.

A l'issue de la négociation orale, il sera demandé aux soumissionnaires de confirmer par écrit les engagements/éléments avancés lors de l'audition.

Si besoin était nécessaire, la négociation se poursuivra selon la forme d'un jeu de questions/réponses adressé par courriel à chacun des trois soumissionnaires auditionnés.

ARTICLE 10 : MODE DE REGLEMENT

Le mode de règlement du marché est le virement. Le paiement interviendra sous un délai de 30 Jours maximum au compte indiqué par le soumissionnaire dans l'Acte d'Engagement.

Tout dépassement de ce délai donne lieu à paiement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

Le délai de paiement est suspendu lorsque les factures sont erronées en tout ou partie.

ARTICLE 11 : MODALITÉS DE NOTIFICATION DU MARCHÉ :

L'acte d'engagement sera signé par le Directeur du CREPS IDF puis sera notifié au titulaire par voie postale avec demande d'accusé de réception. La notification consiste en la réception par la titulaire d'une copie du marché signée des deux parties.

ARTICLE 12 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats ont la possibilité de venir effectuer une visite sur site au plus tard 3 jours ouvrés avant la date limite de dépôt des offres en prenant préalablement rendez-vous avec le Service Informatique du CREPS IDF.

Pour obtenir des renseignements complémentaires qui seraient nécessaires à la préparation de leur offre, les candidats doivent s'adresser en temps utile au CREPS IDF, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, de telle sorte que l'établissement puisse répondre, au plus tard, 6 jours avant celle-ci.